

Economiesuisse expose ses priorités

COMPÉTITIVITÉ. Face aux tensions géopolitiques, la faïtière défend la diversification des échanges, la rigueur budgétaire et la réduction de la bureaucratie.

Des accords commerciaux diversifiés, moins d'endettement public et moins de charges administratives: Economiesuisse a fixé mardi ses priorités pour défendre la place économique helvétique en 2026, dans un contexte de tensions géopolitiques et économiques mondiales.

Les conflits commerciaux, la montée de blocs antagonistes et les tendances protectionnistes s'accroissent. «On croirait être dans un mauvais rêve devenu réalité», a déclaré Christoph

Mäder, le président d'Economiesuisse, à Berne. Ces tensions persistantes pèsent sur l'économie nationale suisse. Le pays doit donc agir «avec habileté» afin de rester performant, selon lui. Et d'évoquer le besoin d'une «boussole libérale» en matière de compétitivité et d'ouverture.

Accords commerciaux salués

«On ne peut réagir au protectionnisme avec du protectionnisme», a lancé Monika Rühl, directrice d'Economiesuisse.

Et d'ajouter que le son de cloche est le même du côté des associations économiques européennes.

Alors que l'économie helvétique est fortement orientée vers l'exportation, Christoph Mäder a plaidé pour une diversification aussi large que possible des relations commerciales et pour des conditions cadre attractives. Il a salué les différents accords commerciaux conclus récemment, avec les Etats-Unis, le Mercosur et avec l'Union européenne. Tous

ces accords sont importants et ne doivent pas être dressés les uns contre les autres.

La maîtrise de l'endettement public est aussi une priorité de la faïtière économique. La stabilité, entre autres financière, est une force de la Suisse, surtout en période de turbulences. Monika Rühl a estimé que le programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération est «indispensable». Alors que le Conseil des Etats a réduit d'environ un tiers le volume d'économies, la faïtière

demande une application du paquet «dans son intégralité». C'est le seul moyen de stabiliser les finances fédérales ces prochaines années et de respecter le frein à l'endettement. Economiesuisse souligne le poids de la dette, mais aussi celui de la réglementation. Selon Christoph Mäder, il serait possible d'économiser environ 30 milliards de francs par an si les autorités optimisaient leurs processus administratifs et misaient davantage sur le numérique. (ats)